



**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**  
**CCP n°CNRS/2025/034 DU 15/10/2025**

**Pouvoir adjudicateur et son représentant**

---

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)  
Délégation Provence & Corse  
31, chemin Joseph Aiguier – CS 70071  
13402 Marseille Cedex 09

**Objet du marché:**

**MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE POUR L'OPERATION DE  
CONSTRUCTION DU CENTRE NATIONAL DE PRIMATOLOGIE A ROUSSET**

**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE est :**

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.	OBJET .....	3
2.	INTERVENANTS.....	3
3.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	3
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.	PIECES PARTICULIÈRES .....	4
2.	PIECES GÉNÉRALES .....	4
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>REFERENTIELS ET ELEMENTS D’INFORMATION RELATIFS A L’OUVRAGE .....</b>	<b>4</b>
1.	REFERENTIELS .....	4
2.	ELEMENTS D’INFORMATIONS RELATIFS A L’OUVRAGE .....	4
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>ÉLÉMENTS DE MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTRÔLE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>CONDITIONS D’EXECUTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>DURÉE DU MARCHÉ - DELAIS - PENALITÉS .....</b>	<b>9</b>
1.	DURÉE DU MARCHÉ .....	9
2.	DELAIS .....	9
3.	PENALITÉS.....	9
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX - VARIATION DES PRIX .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>10</b>
1.	RÈGLEMENT PAR ACOMPTES ET SOLDE .....	10
2.	MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS .....	11
3.	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTÉE.....	11
4.	DELAÏ DE PAIEMENT .....	11
5.	FACTURATION.....	11
6.	INTÉRÊTS MORATOIRES .....	12
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>CLAUSES FINANCIÈRES .....</b>	<b>12</b>
1.	RETENUE DE GARANTIE .....	12
2.	AVANCE .....	12
3.	NANTISSEMENT DE CRÉANCES .....	13
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>ARRÊT DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>RÉSILIATION .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17.</b>	<b>LITIGES – DROIT APPLICABLE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG PI .....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 1.</b>	<b>ACTIONS PAR PHASE TECHNIQUE.....</b>	<b>15</b>

# Article 1. Objet du marché – Intervenants – Dispositions générales

## 1. OBJET

Le présent marché porte sur la réalisation d'une « mission de contrôle technique pour l'opération de construction du Centre National de Primatologie à Rousset ».

## 2. INTERVENANTS

Le marché est conclu entre :

- La personne publique désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement, dénommée « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur » dans le présent CCP,
- Et le titulaire du marché désigné à l'article 4 de l'acte d'engagement dénommé "titulaire" dans le présent CCP.

Les autres intervenants sont :

- Les Assistants à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) qui interviennent sur l'opération
- Le groupement titulaire du marché de Conception et Réalisation et ses sous-traitants (en cours de consultation)
- Le coordonnateur sécurité et de protection de la santé (désigné ultérieurement)
- Autres (géotechnicien, géomètre, Tiers, services de l'état, partenaires institutionnels et territoriaux, utilisateurs, ...)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de s'adjoindre d'autres conseils.

Le titulaire doit être en mesure de communiquer avec l'ensemble des intervenants de l'opération en accord avec les services de la maîtrise d'ouvrage.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES

- Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment de toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

- Confidentialité

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du CNRS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

## Article 2. Pièces constitutives du marché

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 1. PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des Clauses Particulières (CCP) n°CNRS/2025/034 du 15/10/2025 et son annexe,
- L'offre technique et financière du Titulaire,
- Les avenants
- Les actes spéciaux et modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché ;

### 2. PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (J.O. du 1er avril 2021) et modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021 et 29 décembre 2022.
- Le décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique,
- La norme française NFP 03-100.

Ces documents ne sont pas fournis par l'administration, ils sont réputés connus par le titulaire.

Le titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle des documents ci-dessus avant le commencement des prestations faisant l'objet du présent marché et reconnaître qu'il en a une connaissance parfaite par le seul fait de déposer l'Acte d'Engagement.

## Article 3. Référentiels et éléments d'information relatifs à l'ouvrage

---

### 1. REFERENTIELS

Pour l'exercice de sa mission, le contrôleur technique prendra en compte :

- Le programme de l'opération lorsque les exigences sont supérieures aux exigences réglementaires,
- Les textes mentionnés à l'article 12 du CCTG,
- Les textes mentionnés à l'article 4.1.10 de la norme française NFP 03-100.

### 2. ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS A L'OUVRAGE

Pour l'application de l'article 13 du CCTG et de l'article 6.1 de la norme NF P 03-100, il est précisé que les dispositions du marché de contrôle technique ainsi que le programme de l'opération se substituent au cadre défini en annexe C du CCTG et à la note d'information sur le programme joint en annexe B de la norme NF P 03-100.

## Article 4. Décomposition du marché

---

Le présent marché est décomposé en plusieurs phase définies ci-après :

### **Phase technique 1 : Préconception**

Relative à l'analyse des propositions intermédiaires 2 et des offres finales des 3 groupements lors du dialogue compétitif du marché de conception-réalisation.

### **Phase technique 2 : Conception**

Relative au contrôle des études de conception-réalisation (mise à jour APS, dossier APD, Dossier PC/AT, dossier PRO).

### **Phase technique 3 : Exécution**

Relative au contrôle des études d'exécution du marché global.

### **Phase technique 4 : Travaux**

Relative au contrôle d'exécution des travaux et suivi de la réception du marché.

### **Phase technique 5 : Phase préalable à la réception**

Relative aux opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations.

### **Phase technique 6 : Période de parfait achèvement**

Relative à la période de garantie de parfait achèvement du marché global.

## Article 5. Éléments de missions de contrôle technique

---

Le bureau de contrôle titulaire est tenu de mener les missions suivantes dans le respect des textes réglementaires (CCTG Contrôle technique et norme NF P 03-100) :

Mission L : Solidité des structures

Mission STI : Sécurité des personnes dans les constructions

Mission PS : Respect des normes de Construction Parasismique

Mission P1 : Relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

Mission Hand : Accessibilité des personnes handicapées

Mission Pha : Relative à l'isolation acoustique des bâtiments

Mission Th : Règlementation Thermique

Mission LE : Solidité des ouvrages existants

Mission F : Fonctionnement des installations

Mission GTB : Gestion technique du bâtiment

Mission PV : Récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement

Mission VIEL : Vérification initiale électrique

### **Mission de base :**

L qui concerne la solidité des voiries et réseaux divers privés, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que, pour les bâtiments, des éléments d'équipements indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages (les canalisations d'eau encastrées dans les planchers...).

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques susceptibles de compromettre la solidité des constructions achevées ou celle des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables qui les constituent, en vue de leur garantie décennale.

**STI** relative à la sécurité des personnes dans les constructions du secteur tertiaire ou industriel.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques relatifs à la sécurité des personnes dans les ouvrages et les éléments d'équipement concourant à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants, les installations électriques (courants forts), les ascenseurs et monte-charge, les ouvrages et éléments d'équipements relatifs à la sécurité hors incendie (ouvrants en élévation et toiture, parois transparentes, portes, portails, quais de déchargement etc.)

### **Missions complémentaires :**

**PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées. Elle concerne les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

**P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés au gros œuvre. Elle concerne les éléments d'équipements non indissociables notamment les menuiseries, les cloisons, les revêtements intérieurs, les garde-corps.

**Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées. Elle concerne les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

**Pha** relative à l'isolation acoustique des bâtiments.

Cette mission a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique de construction relativement à l'isolation acoustique des bâtiments autres que d'habitation. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

**Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

Cette mission a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle concerne les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

**LE** relative à la solidité des existants.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, qui sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

**F** relative au fonctionnement des installations.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions

techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif. La mission concerne les réseaux d'alimentation en eau, les réseaux de chauffage, les réseaux d'assainissement, le chauffage, le conditionnement d'air, la ventilation mécanique, les installations électriques intérieures (courants forts), les ascenseurs, les monte-charges, les escaliers mécaniques, la protection et distribution d'eau chaude, la distribution d'eau froide, les évacuations.

**GTB** relative à la gestion technique du bâtiment.

Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises. L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

**PV** relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations.

Cette mission a pour objet le récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations définies dans le domaine d'intervention. Les installations faisant l'objet de cette mission sont les ascenseurs et ascenseurs de charge, escaliers mécaniques et trottoirs roulants, portes et portails automatiques pour véhicules, réseaux de distribution collective de radiodiffusion, installations électriques, portiers électroniques, conditionnement d'air, ventilation mécanique, chauffage, réseau de fluides spéciaux, plomberie sanitaire, réseau d'alimentation en eau, réseaux d'évacuation.

**VIEL** relative à la vérification initiale des installations électriques.

Cette mission a pour objet la vérification initiale prescrite à l'article R.4226-14 du code du travail lors de la mise en service des installations.

Cette mission a pour objet la vérification initiale prescrite à l'article R.4226-14 du code du travail lors de la mise en service des installations.

## Article 6. Responsable technique du contrôle

---

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne la personne qualifiée pour signer au cours de l'exécution du marché les avis prévus à l'article 10 du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.).

Le changement de personne qualifiée devra être soumis à l'acceptation préalable du représentant du maître d'ouvrage, dans les termes de l'article 3.4.3 du CCAG PI. Cependant, par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G./PI :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 14 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 5 du C.C.A.G./PI ;
- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite de la personne responsable du marché adressée au titulaire ;
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée.

## Article 7. Sous-traitance

---

Le contrôleur technique peut faire appel à la sous-traitance, sous réserve de confier les prestations à un contrôleur technique agréé. L'agrément ouvrant droit au paiement direct du sous-traitant sera présenté au maître d'ouvrage à l'appui de sa demande de sous-traitance, sous la forme d'un acte spécial dûment complété.

## Article 8. Conditions d'exécution du contrôle technique

---

Le contrôle intervient dans les conditions fixées par le cahier des clauses techniques générales applicables aux prestations de contrôle technique, notamment l'article 11, et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au CNRS ;
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet : dans ce but, il doit notamment signaler au CNRS les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés par le responsable du contrôle de l'opération et seront transmis par courrier, avec envoi au préalable par messagerie électronique, au CNRS ainsi qu'au mandataire du Groupement ;
- Les rapports sont signés par le responsable du contrôle de l'opération et seront transmis par courrier, avec envoi au préalable par messagerie électronique, au CNRS ainsi qu'au mandataire du Groupement.

Plus particulièrement la mission du titulaire comprend l'animation et la participation à des réunions, aux réunions de commissionnement, aux réunions de chantier (à minima une fois toutes les deux semaines) et visites sur site autant que de besoin, aux différentes phases du marché.

Le contrôleur technique prévoit autant de réunions plénières que nécessaires avec les intervenants concernés. Il fera parvenir copie de tous les documents au maître d'ouvrage, à l'AMO, au maître d'œuvre et aux prestataires.

Le titulaire participe aux réunions avec les services instructeurs.

Les documents et avis devront être déposés sur la GED commune à tous les intervenants du projet pour permettre leurs consultations.

Le titulaire devra pouvoir ouvrir des fichiers en format .IFC pour la visualisation des plans BIM.

Le non-respect des délais contractuels est susceptible d'entraîner l'application de pénalité de retard par le CNRS.



## Article 9. Durée du marché - Délais - Pénalités

### 1. DUREE DU MARCHÉ

L'intervention du contrôleur technique débute à la date de notification du marché.

Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations : décembre 2025

A titre indicatif, et sans que cela n'engage le pouvoir adjudicateur, la remise des offres intermédiaires 2 des groupements pour le marché de conception réalisation est prévue le 28 novembre 2025.

La durée du marché débute à sa date de notification et se termine à la fin de la garantie de parfait achèvement du marché de conception réalisation.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de démarrage du marché de conception réalisation est prévue en juin 2026, et son délai d'exécution est de 46 mois.

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, telle que définie dans les marchés de travaux relatifs à l'ouvrage à contrôler et le cas échéant à l'article 44 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux).

### 2. DELAIS

Le maître d'ouvrage attachant une grande importance aux délais, le contrôleur technique doit organiser son travail de manière à intervenir de façon permanente au niveau de l'analyse des propositions des candidats, au cours de la mise au point du marché, et après notification du groupement titulaire du marché, durant l'élaboration de chaque phase des études de conception, en cours de réalisation, lors des opérations préalables de la réception, de la levée des réserves éventuelles et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Ces modalités sont valables pour chacune des phases du projet.

Le marché est découpé en phases techniques déterminées en application de l'annexe B du CCTG de contrôle technique et précisées pour le marché à l'annexe 1 du présent CCP.

Le candidat devra renseigner les délais d'exécution de chaque phase du marché à l'annexe 2 de l'acte d'engagement. En tout état de cause, les délais proposés ne devront pas dépasser ceux renseignés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Le non- respect de ces délais, qui seront contractualisés, entraînera l'application de pénalités de retard.

Chaque délai d'exécution court à partir de la date de réception du dossier envoyé par messagerie électronique par le CNRS ou le représentant du groupement.

Ces délais d'exécution prendront fin dès réception des avis ou des rapports, envoyés au préalable par messagerie électronique, au CNRS.

### 3. PENALITES

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure sur simple constat du retard par le CNRS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

- En cas de non-respect des délais contractualisés avec l'annexe 3 de l'acte d'engagement, il sera appliqué une pénalité journalière fixée à : **300 euros HT**
- En cas de non-participation aux réunions ou à la non réalisation des visites de contrôle prévues au marché, le titulaire subit une pénalité ponctuelle de **500 euros HT**

- En cas de manquement aux obligations de sécurité des informations lors de la phase de préconception, le titulaire subit une pénalité du montant total de la prestation phase de préconception (phase 1).
- En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé, des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10% du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 & L. 8224-5 dudit code.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 15 % de l'ensemble du marché.

## Article 10. Modalités de détermination du prix - Variation des prix

---

Le prix du marché est global et forfaitaire.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index « ING - Ingénierie » (base 2010 identifiant série n°001711010) publié au bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (consultable à l'adresse suivante : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/>).

Le prix est révisable selon les modalités de variations définies ci-après.

Le dernier index utilisé est celui correspondant au mois fixé contractuellement pour l'achèvement des prestations ou au mois effectif de l'achèvement des prestations si celui-ci est antérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes. Il n'y a pas de révision provisoire.

Le coefficient de révision Cn (arrondi au millième supérieur) applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$Cn = In / Io$$

Dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois Mo (mois de la remise de l'offre de prix) et au mois n (dernier indice connu et publié à la date de facturation de l'acompte).

## Article 11. Modalités de règlement

---

### 1. REGLEMENT PAR ACOMPTES ET SOLDE

Le règlement du marché est par acompte. Le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases techniques suivantes :

- Phase Préconception : après notification de la décision du lauréat du dialogue compétitif.
- Phase Conception : après notification de la décision d'approbation des phases APS, APD et PRO par le CNRS.
- Phase Exécution : après notification de la décision d'approbation par le CNRS de la phase EXE

- Phase Travaux : après notification de l'ordre de service de démarrage des travaux par le CNRS
- Phase Préalable à la réception : après notification du procès-verbal des opérations préalables à la réception par l'équipe de maîtrise d'ouvrage
- Phase Période de parfait achèvement : à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement

Le montant de chaque acompte sera déterminé par la personne responsable du marché en considération de l'avancement des travaux et sur la base d'une demande de règlement.

Le versement du solde sera effectué sur présentation du projet de décompte par le titulaire, à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement sous réserve de la production et validation de l'ensemble des documents relevant de l'exécution du marché.

## **2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS**

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## **3. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

## **4. DELAI DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande par le maître d'ouvrage.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **5. FACTURATION**

### **Facturation électronique**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises, l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ainsi que la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la simplification du droit des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sous forme électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY1200\_OI) ;
- Le numéro d'engagement juridique est le numéro du marché communiqué lors de la notification du marché.

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché,
- Le code division : 2091
- La désignation : Rousset CNP BCT,
- Le montant hors-taxes (HT),
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant toutes taxes comprises (TTC),
- La date d'exigibilité,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- Le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR 40180089013),
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union Européenne)
- Le numéro de SIRET du titulaire

## 6. INTERETS MORATOIRES

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2192-12, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord cadre, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation. Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

## Article 12. Clauses financières

### 1. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

### 2. AVANCE

Une avance de 5% est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement. Le taux minimal de l'avance est porté à 10% si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.  
Le versement interviendra de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer à l'exception de la production de la garantie si celle-ci est exigée.  
Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant en prix de base des travaux à l'entreprise qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera 65 % du montant initial du marché et devra être pleinement résorbé quand le marché atteint 80% d'avancement.  
**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

### 3. NANTISSEMENT DE CREANCES

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire sur demande de ce dernier une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par elle, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,  
Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique relatifs au nantissement est le Délégué régional du CNRS Provence et Corse, 31 chemin Joseph Aiguier – CS70071 13402 Marseille Cedex 09  
L'exemplaire unique est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Provence & Corse  
Service Finance Achat Comptabilité  
A l'attention de l'Agent comptable Secondaire  
31, chemin Joseph Aiguier  
CS70071 - 13402 Marseille Cedex 09

La copie de l'original du marché prévu à l'article R.2191-46 du code de la commande publique ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique désignant un sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

## Article 13. Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 20 du C.C.A.G.-P.I. le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques 1 à 6.

## Article 14. Assurances

Le contrôleur technique doit être titulaire d'une assurance couvrant :

- Les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil, conformément à l'article L. 241-1 du code des assurances,
- Sa responsabilité à l'égard du CNRS et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les dispositions de l'article 9 du CCAG-PI sont à respecter.

## Article 15. Droits de la personne publique

---

L'option applicable pour l'utilisation des résultats des prestations est l'option A définie à l'article 25 du C.C.A.G.-P.I.

## Article 16. Résiliation

---

Les modalités de résiliation du marché correspondent aux dispositions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévues emporte résiliation du marché sans indemnité.

## Article 17. Litiges – Droit applicable

---

Ce marché, ses dispositions accessoires et ses annexes sont soumis au droit français. En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif du lieu d'exécution des travaux.

## Article 18. Dérogations au CCAG PI

---

Le présent CCP déroge aux CCAG PI sur les articles suivants.

CCP	CCAG PI
4	3.4.3
7.3	14

## ANNEXE N° 1 au CCP – Actions par phase technique

Le candidat devra renseigner les délais d'exécution de chaque phase du marché à l'annexe 2 de l'acte d'engagement. En tout état de cause les délais renseignés par le candidat ne devront pas dépasser ceux proposés dans l'annexe 2.

En complément des phases mentionnées à l'article 11 du CCTG et à son annexe B, et à l'article 4.2.2 de la norme NF P 03-100, les missions de contrôle technique portent sur :

### Phase technique 1 : Préconception

#### *Actions donnant lieu à délai*

- Remise d'un rapport d'analyse des propositions intermédiaires 2 des 3 groupements candidats et des offres finales (niveau APS) :

Trois groupements candidats au marché de conception réalisation sont appelés à remettre une offre intermédiaire 2 (de niveau APS). Le titulaire du présent marché remet un rapport d'analyse pour chaque offre remise. En égard à la teneur des réponses obtenues des candidats, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander des précisions ou clarifications aux candidats. Le titulaire signale au maître d'ouvrage, au fur et à mesure de son analyse, les informations manquantes qui lui seraient utiles ou nécessaires.

A la suite de la transmission des différents éléments /remarques formulées par la maîtrise d'ouvrage, les candidats sont amenés à transmettre une offre finale de type APS. Le titulaire du présent marché remet un nouveau rapport d'analyse pour chaque offre remise. Ce rapport sera structuré de manière similaire à un RICT et sera une pièce constitutive du dossier Marché du groupement de conception réalisation.

Il ne peut prendre aucun contact direct, par écrit ou oralement avec les candidats au cours de cette phase.

Tout manquement à cette règle entraîne la résiliation du marché aux torts du titulaire et l'application des pénalités prévues en cas de manquement aux obligations de sécurité mentionnées à l'article 9.3 du CCAP.

### Phase technique 2 : Conception

#### *Actions donnant lieu à délai*

- Examen de rapport d'étude préalable (étude de sols, etc)
- Examen des avant-projets sommaire et définitif
- Examen du dossier PC/AT
- Examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique

#### *Actions complémentaires ne donnant pas lieu à délai*

- Présentation du rapport initial du contrôle technique (RICT)
- Participations à des réunions de mises au point techniques

### **Phase technique 3 : Exécution**

*Actions donnant lieu à délai, au stade des études de Projet de l'équipe de conception et des missions EXE ou VISA*

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle

*Actions complémentaires ne donnant pas lieu à délai*

- Participations à des réunions de mises au point techniques
- Etablissement d'un récapitulatif mensuel des avis à jour

### **Phase technique 4 : Travaux**

Cette phase correspondant à la période de réalisation des travaux et des opérations préalables à réception. Elle se termine à la date de réception définie par décision du maître d'ouvrage.

*Actions donnant lieu à délai*

- Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle

*Actions complémentaires ne donnant pas lieu à délai*

- Visites ponctuelles de chantier pour examen visuel, autant que de besoin défini par l'équipe conception, par le maître d'ouvrage ou nécessaire vis-à-vis d'une entreprise de travaux.
- Etablissement d'un récapitulatif mensuel des avis à jour

### **Phase technique 5 : Phase Préalable à la réception**

*Actions donnant lieu à délai*

- Etablissement du rapport de vérification initiale des installations électriques y compris la visite
- Etablissement du dossier de recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
- Etablissement du rapport de vérification réglementaire après travaux
- Etablissement du rapport de vérification réglementaire en exploitation des installations électriques
- Etablissement du rapport final de contrôle technique avant la réception de l'ouvrage

*Actions complémentaires ne donnant pas lieu à délai*

- Participation aux opérations préalables à la réception



#### **Phase technique 6 : Période de parfait achèvement**

- Examen des ouvrages et des éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle technique et qui font l'objet de travaux dans le cadre de la période de garantie de parfait achèvement ;
- Contrôle de la levée des non-conformités mentionnées dans le rapport final de contrôle technique avec rédaction d'un rapport quatre mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.